



Réunion régionale d’AfricaSan de 2013 pour l’Afrique de l’Ouest

Évaluation des plans d’action d’assainissement et suivi eThekwini

Rapport de la réunion

La réunion de l’AMCOW sur l’AfricaSan pour la Région de l’Afrique de l’Ouest a eu lieu à Dakar (Sénégal) du 11 au 12 septembre 2013. Elle avait pour objectif de réunir les pays à mi-chemin entre les conférences d’AfricaSan et avant la tenue de la 4^{ème} conférence d’AfricaSan prévue pour septembre 2014 à Dakar, au Sénégal. Elle a offert aux pays l’opportunité d’entreprendre les actions suivantes :

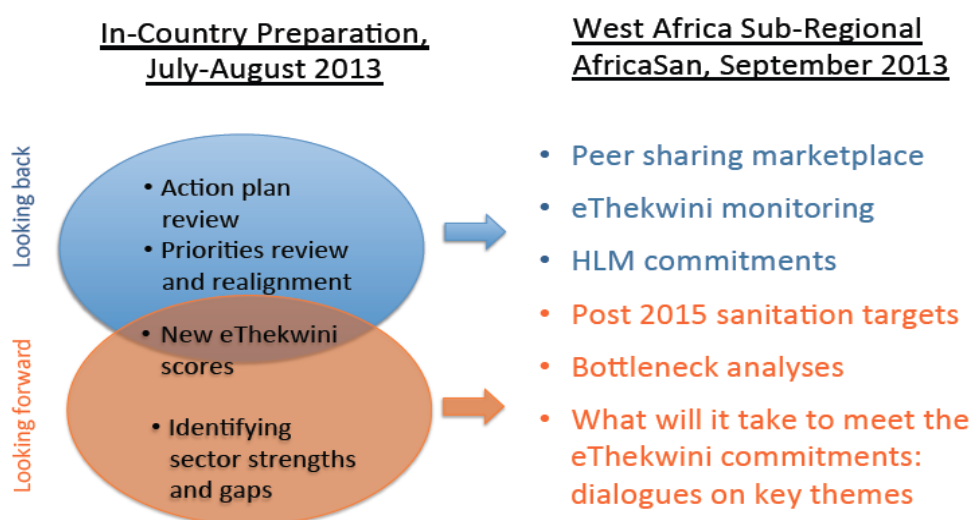
- évaluer les progrès réalisés sur leurs plans d’action dans le domaine de l’assainissement ;
- évaluer les progrès réalisés par rapport aux engagements d’eThekwini
- offrir une occasion d’apprentissage par les pairs et de partage des connaissances avec d’autres pays de la région.

Plus important, cette rencontre sous régionale n’est pas un événement ponctuel. Elle fait partie du processus continu d’AfricaSan. Son ordre du jour portait sur les besoins sectoriels définis par les acteurs de l’assainissement lors des réunions préalables tenues au niveau national (voir schéma ci-dessous).

Les participants ont d’abord fait une évaluation des pas franchis par les pays depuis la dernière conférence d’AfricaSan de 2011 et ont ensuite examiné l’avenir avec le dialogue autour des engagements peu performants et les autres lacunes sectorielles identifiées lors des réunions de préparation ainsi que les implications des objectifs d’assainissement proposés pour l’après 2015.

La réunion a été hautement interactive en permettant aux participants d’orienter leur apprentissage en fonction de leur contexte et leurs besoins respectifs. Cela s’est avéré particulièrement utile, compte tenu de la diversité de l’environnement du secteur de l’assainissement en Afrique de l’Ouest.

Figure: Schéma du processus sous régional d’AfricaSan



Etaient présents à cette rencontre régionale, des délégués des gouvernements, des organisations non gouvernementales et de la société civile de 14 pays¹. Les gouvernements étaient représentés par des délégués provenant de différents ministères dont le ministère de l’eau, le ministère de la santé, le ministère de l’assainissement et de l’environnement, le ministère de l’éducation, le ministère de la condition féminine et le ministère de l’administration locale et rurale. Onze pays avaient effectué la préparation au niveau national impliquant la participation d’un groupe élargi du secteur à l’avance de la réunion principale (voir annexe 2 pour plus de détails).

1. **PROGRÈS RÉALISÉS PAR RAPPORT AUX PRIORITÉS DU SECTEUR DE L’ASSAINISSEMENT**

Les parties prenantes du secteur de l’assainissement au niveau national ont évalué les progrès réalisés par rapport aux priorités identifiées en 2011, qui, pour de nombreux pays, ont constitué la base des plans d’action d’assainissement. Ainsi, les pays ont eu l’occasion de présenter leurs « principaux succès » et ont partagé les défis rencontrés dans la mise en œuvre des priorités. Les échanges inter-pays ont permis aux participants d’identifier l’apprentissage et les expériences liées à leur propre situation et de discuter avec leurs pairs des stratégies et des actions nécessaires pour aborder les priorités.

Le tableau 3 en annexe résume les progrès réalisés par les pays participants par rapport aux priorités.

2. **SUIVI ETHEKWINI**

L’AfricaSan +5(2008) a publié une déclaration ministérielle, la Déclaration d’eThekwini dans laquelle d’importants engagements ont été pris par les gouvernements africains pour

¹La Mauritanie a également participé à la réunion bien que ce pays fasse officiellement partie de la région Nord.

améliorer l'assainissement et mettre les pays africains sur la voie en vue d'atteindre l'OMD en matière d'assainissement. Les Chefs d'État ont par la suite adopté la Déclaration d'eThekwini par le biais de la Déclaration de Charm-el-Cheikh lors du Sommet de l'UA de 2008. L'AMCOW a pour mandat de suivre les progrès réalisés par rapport à ces engagements au niveau régional.

Le premier suivi des engagements d'eThekwini pour toute l'Afrique a été mentionné lors de l'AfricaSan 3 (2011). Même si des progrès considérables en la matière ont été réalisés, des limites ont été constatées quant aux indicateurs et aux critères utilisés pour mesurer ces progrès. Pour y répondre, les Ministres présents à l'AfricaSan 3 ont demandé à l'AMCOW- par l'entremise du groupe de travail sur l'assainissement – de mener les actions suivantes:

1. Examiner et proposer des indicateurs pour les objectifs pour lesquels aucun indicateur n'existe, le cas échéant ;
2. Affiner les indicateurs pour les objectifs qui ont été largement atteints ;
3. Mettre à l'épreuve les nouveaux indicateurs proposés et procéder à une large consultation sur ceux-ci ;
4. Faire rapport à la prochaine réunion d'AfricaSan en utilisant les nouveaux indicateurs proposés.

Les indicateurs utilisés pour le suivi des engagements d'eThekwini sur l'assainissement ont ainsi été modifiés afin de :

- Evaluer d'une manière plus complète les engagements en tenant compte de ceux qui ne faisaient pas l'objet de suivi.
- Mieux évaluer la mise en œuvre des engagements.
- Simplifier le processus de suivi au niveau des pays en l'alignant aux processus normalisés des évaluations annuelles de l'état de l'assainissement et de l'eau potable dans le monde (GLAAS) de l'ONU-Eau et des états des lieux par pays d'AMCOW, qui existent déjà au niveau national.

Bien que les indicateurs et les critères utilisés pour évaluer les engagements d'eThekwini aient changé, les engagements en question sont restés les mêmes.

Le score initial émanant de l'évaluation documentaire a été partagé avec chaque pays. Lors des réunions de préparation, les pays se sont joints aux processus en fournissant des justifications pour ajuster les scores, le cas échéant. Les pays qui ne disposaient pas de données sur les états des lieux d'AMCOW ou sur l'évaluation GLAAS de l'ONU-Eau ont été invités à effectuer un exercice d'auto-notation en utilisant les mêmes indicateurs et critères². Le niveau de référence de 2012 pour le suivi d'eThekwini 2012 en Afrique de l'Ouest est présenté ci-dessous. Les résultats se trouvant dans les zones ombrées indiquent que ces scores n'ont pas encore été confirmés par les pays et restent donc provisoires.

Les scores nationaux sont présentés comme des moyennes pondérées des scores urbains et ruraux et ils peuvent être ventilés pour fournir des indications utiles sur les progrès réalisés en milieux urbains et ruraux que les participants ont jugés utiles pour le plaidoyer au niveau national.

²Pays ne disposant pas de données sur les états de lieux par pays d'AMCOW/GLAAS en Afrique de l'Ouest sont le Cap-Vert et la Guinée Bissau, aucun des deux pays ne s'est engagé dans le processus jusqu'à présent.

En termes de mise en œuvre des engagements d'eThekwini, chaque pays part d'un niveau de référence tout à fait différent, ce qui signifie qu'il n'est peut-être pas très utile d'utiliser l'outil pour comparer les pays. Toutefois, comparer les progrès réalisés par rapport aux engagements permet d'utiliser le suivi eThekwini comme un outil pour identifier où les ressources doivent être concentrées pour que le changement ait lieu. La région a enregistré des progrès, notamment dans la mise en place des plans nationaux d'assainissement et en incluant des objectifs spécifiques d'assainissement dans les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté et les plans nationaux de développement. On observe aussi un véritable leadership pour l'assainissement dans la plupart des pays. Alors que des progrès ont été réalisés dans l'affectation d'une ligne budgétaire pour l'assainissement, l'allocation de 0,5% du PIB à ce secteur reste hors de portée pour tous les pays. Le suivi de l'équité de l'impact des programmes sur les groupes vulnérables constitue une faiblesse dans la région et de nombreux pays ne disposent pas de données permettant de faire le suivi de l'engagement en faveur des femmes.

Tableau: Niveau de référence de 2012 pour le suivi des engagements d'eThekwini en Afrique de l'Ouest

eThekwini Commitment on Sanitation	Senegal	Burkina Faso	Cap Vert	Cote d'Ivoire	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée Bissau	Libéria	Mali	Mozambique	Niger	Nigeria	Senegal	Sierra Leone	Togo
1a. Élaborer, réviser, mettre à jour et adopter des politiques nationales d'assainissement et d'hygiène dans le douze mois suivant la conférence African 2008	1.00	1.00		0.00	0.50	1.00	0.50		1.00	1.00	0.30	0.50	0.50	1.00	0.50	0.75
1b. Établir un plan national assorti d'une feuille de route pour favoriser les progrès nécessaires et des objectifs nationaux ainsi que des OMD à atteindre avant 2015	1.00	1.00		0.50	1.00	1.00	0.83		0.50	1.00	0.50	1.00	1.00	1.00	0.50	1.00
1c. L'assurer que les programmes nationaux d'assainissement soient réalisables à temps	0.79	1.00		0.00	0.50	0.50	1.00		0.50	1.00	0.00	1.00	0.00	1.00	0.31	0.00
1d. Souligner le rôle de l'assainissement et de l'hygiène dans les documents de stratégie de réduction de la pauvreté et dans les autres processus pertinents à ces stratégies	1.00	1.00		0.25	1.00	1.00	1.00		1.00	1.00	0.59	1.00	1.00	1.00	1.00	0.29
1e. Faire en sorte qu'une organisation principale transparente assume la responsabilité, au plan national, du portefeuille de l'assainissement	1.00	1.00		0.50	1.00	1.00	1.00		0.50	1.00	0.71	0.50	0.50	1.00	0.31	0.00
1f. Mettre en place un organe de coordination chargé d'une responsabilité spécifique pour les programmes d'assainissement et d'hygiène et qui rassemble, sans s'y limiter, les responsables des finances, de la santé, de l'éducation, du genre ainsi que les représentants des gouvernements locaux	0.00	1.00		0.33	0.83	0.50	0.54		0.83	0.83	0.77	0.81	1.00	1.00	1.00	0.67
1g. Allouer une ligne spécifique du budget du secteur public aux programmes d'assainissement et d'hygiène	1.00	1.00		0.50	0.00	1.00	0.00		0.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	0.50	0.50
1h. (Cette section est de voir) une allocation pour l'assainissement et l'hygiène équivalente à au moins à 0,5% du PIB																
1i. Utiliser des approches participatives, comme l'assainissement total pris en main par les communautés, le marketing pour le changement de comportement, des programmes d'éducation impliquant les communautés et leurs dirigeants, des programmes de protection de l'environnement.																
1j. (qui en ont un) des incidences spécifiques, particulièrement sur les femmes, les enfants, les jeunes et les groupes vulnérables	0.00	0.00		0.00	0.00	0.50	0.50		0.00	0.00	0.50	0.00	0.00	0.50	0.50	0.00
1k. Développer et mettre en œuvre des systèmes améliorés d'informations sanitaires et de suivi et d'autres instruments qui permettent d'assurer le suivi des progrès réalisés aux niveaux national et local	0.50	0.63		0.00	0.50	0.50	0.50		0.00	0.50	0.50	0.00	0.50	1.00	0.50	1.00
1l. (et déjà coopérer avec des organisations mondiales et régionales afin de rédiger régulièrement un rapport national sur l'état de l'assainissement en Afrique, dont le premier doit être publié d'ici à mi-2010)	0.50	1.00		1.00	0.50	1.00	1.00		1.00	0.50	0.50	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
1m. Reconnaître les aspects du genre qui touchent à l'assainissement et à l'hygiène, y compris la participation des femmes, des enfants et des jeunes dans tous les processus de prise de décisions, de façon à ce que les politiques, les stratégies et les pratiques reflètent une approche à l'assainissement et à l'hygiène qui soit sensible au genre	0.50			0.00		0.50	0.41		0.25	0.25	0.25	0.54		0.50	0.75	0.00
1n. Créer et renforcer la capacité de mise en œuvre des projets d'assainissement et d'hygiène et promouvoir le partage des connaissances	0.50	0.82		0.13	0.36	0.50	0.33		0.25	1.00	0.25	0.71	0.50	0.60	0.35	0.54

Après avoir présenté le processus et les résultats du suivi eThekwini, les participants ont été invité à examiner en groupes trois questions portant sur comment améliorer le processus et utiliser l'information au niveau national (voir questions et réponses à l'annexe 4).

Les comparaisons faites au niveau national des données documentaires relatives aux états de lieux par pays d'AMCOW et aux évaluations annuelles de l'état de l'assainissement et de l'eau potable dans le monde de l'ONU-Eau ont révélé des divergences. Les pays ont révisé les scores à la hausse ou à la baisse et ont fourni des justifications claires à cet effet. Au

cours du travail en groupe, les participants se sont convenus sur plusieurs propositions pour harmoniser les processus mondiaux et nationaux et ainsi améliorer la cohérence. Ces propositions ont été classées au niveau régional/mondial et national et se résument comme suit :

Niveaux régional/mondial

- Harmoniser les indicateurs par exemple eThekweni/assainissement et eau pour tous (SWA)/ Programme de suivi conjoint (JMP) / états des lieux par les pays d'AMCOW
- Harmoniser la collecte des données (outils, calendrier, formats de rapports, définitions)
- Harmoniser les indicateurs par pays (études existantes au niveau national, etc.)

Niveau national

- Avoir un seul point focal au niveau national
- Avoir des systèmes de validation interne
- Utiliser les plates-formes nationales existantes/mécanismes de coordination sectorielle efficaces

Il est possible de faire usage du processus de suivi d'AfricaSan et d'eThekweni étant donné qu'il est déjà bien établi dans la plupart des pays. Les groupes ont indiqué que les résultats pouvaient être utilisés dans les actions suivantes :

- Faire le plaidoyer - en particulier pour solliciter des fonds
- Éclairer le processus d'évaluation conjointe du secteur
- Informer les discussions sur l'assainissement et l'eau pour tous /réunion de haut niveau (RHN)
- Prendre des décisions fondées sur des données probantes
- Comparer la performance/les progrès aux niveaux régional et national

3. Assainissement et eau pour tous (SWA) / réunion de haut niveau (RHN)

L'équipe du secrétariat d'Assainissement et Eau pour Tous (SWA) a donné un aperçu de ce partenariat mondial tout en encourageant les pays à aligner les préparatifs de la prochaine AfricaSan sur la préparation de la prochaine Réunion de haut niveau (RHN), qui se dérouleront toutes deux en 2014.

Pendant son exposé sur le processus de suivi des engagements au titre de la Réunion de haut niveau de SWA tenue en 2012, elle a donné des exemples de la façon dont les engagements d'eThekweni et ceux de la RHN dans certains pays s'articulent les uns avec les autres et a comparé les délais applicables au suivi des engagements et à l'élaboration de nouveaux engagements, pour les processus d'AfricaSan et de la RHN. Les participants se sont scindés en petits groupes en vue de discuter des moyens pratiques d'aligner les deux processus.

A l'issue de la session, les principaux messages étaient les suivants:

1. Les pays du Partenariat SWA ont été encouragés à participer au Dialogue de haut niveau sur les engagements et commencer rapidement les préparatifs pour l'édition 2014 de la RHN en avril. Dans le cadre des préparatifs, il y aura une autre série d'engagements qui feront l'objet d'un suivi. Les autres pays de l'Afrique de l'ouest ont reçu davantage d'informations sur SWA.
2. Les partenaires ont été encouragés à aligner les processus d'élaboration et de suivi

des engagements RHN et e-Thekwini sur les systèmes nationaux de suivi et de planification.

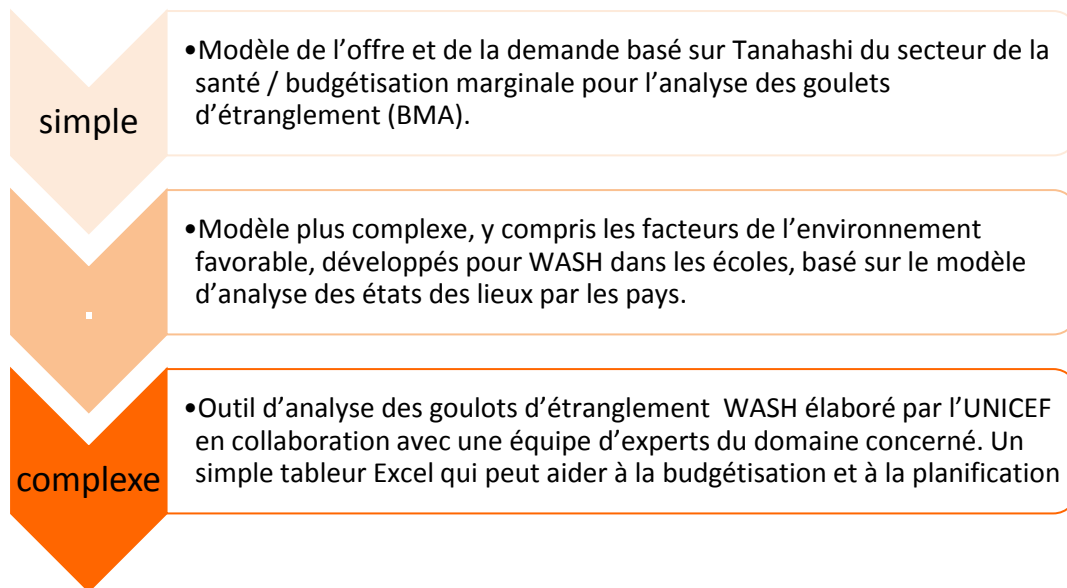
3. Le SWA offre une plate-forme aux nombreuses initiatives mondiales complémentaires. Les instruments d'analyse, tels que WASH-BATS, les OSC et GLAAS servent de base aux revues sectorielles conjointes de pays, au dialogue entre parties prenantes nationales et à la prise de décision sur le plan national fondée sur les faits, tout en fournissant également une base solide pour élaborer les engagements de haut niveau plus « SMART ».
4. Quelques idées pratiques pour l'alignement des processus préparatifs relatifs à la RHN et à Africasan comprennent: l'examen de tous les engagements passés en matière d'assainissement en même temps ; l'élaboration des engagements 2014 qui sont alignés ou complémentaires; les échanges réguliers entre les points focaux.

4. OUTILS D'ANALYSE DES GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT DE L'ASSAINISSEMENT

Un « goulot d'étranglement » est un facteur qui entrave les progrès réalisés dans la fourniture des biens ou des services à une population cible et la consommation durable de ce service. La propension de l'assainissement à avoir plusieurs contraintes à différents niveaux ne permet pas souvent d'expliquer facilement l'absence totale de progrès dans le secteur. L'analyse des goulots d'étranglement permet de systématiquement identifier les contraintes, fixer les priorités et aborder ces contraintes.

La deuxième partie de la réunion qui portait essentiellement sur l'avenir du secteur, a commencé par une séance d'analyse des goulots d'étranglement. Au cours de cette session, un aperçu sur une série d'outils disponibles pour analyser les goulots d'étranglement (des plus simples aux plus complexes) a été présenté afin d'aider les gouvernements dans la planification. L'analyse peut être réalisée à différents niveaux (national, régional, communautaire) ou à tous les niveaux et combinés pour obtenir un aperçu national. Différents goulots peuvent être ajustés pour assurer une couverture complète pour une certaine année.

Exemples d'outils d'analyse des goulots d'étranglement (complexité croissante):



Après la présentation, les pays ont eu l'occasion d'examiner les principaux goulets d'étranglement des systèmes en matière d'assainissement en utilisant une version modifiée de WASH BAT, qui a eu un essai sur le terrain final en Sierra Leone (mars 2013). Les pays intéressés à explorer davantage l'utilisation de WASH BAT peuvent trouver plus d'informations par le biais de leur bureau d'UNICEF.

5. WASH WATCH

WASHWatch est un site internet qui s'inspire des rapports de suivi « Feux de signalisation » d'AfricaSan et SACOSAN (pour AfricaSan les « feux de signalisation » est le rapport de suivi eThekwini). Il est chargé de communiquer les progrès réalisés par rapport aux engagements d'eThekwini, d'assurer la coordination au niveau national et l'«évaluation par les pairs » entre les pays. Il est destiné à soutenir les discussions d'AfricaSan et à améliorer la publication des progrès du secteur WASH.

En plus de partager les évaluations des progrès obtenus par le processus AfricaSan AMCOW, le site donne aussi des informations sur les points suivants :

- Les objectifs de ces évaluations
- Les documents justificatifs
- Les nouvelles informations lorsque la situation d'un pays change.

Les scores seront mis à jour en utilisant le processus de l'AMCOW et seront validés par les acteurs nationaux. Des informations complémentaires peuvent être partagées dans la section réservée aux «commentaires». En « examinant » un pays, les parties prenantes s'engagent à faire partie du dialogue national.

Pour plus d'informations, visitez le site Web de WASHWatch à www.washwatch.org ou contacter info@washwatch.org.

6. CIBLES POST 2015

Mme Archana Patkar a présenté le processus de consultation des experts menés par le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'AEPA (JMP) qui a conduit à la mise sur pied de cinq groupes de travail et à l'élaboration de nouvelles cibles et indicateurs pour le secteur

WASH après 2015. Elle est revenue sur les larges consultations qui ont démontré des lacunes en termes d'équité et d'inclusion. En effet, les études menées par le Programme commun JMP démontrent que les groupes les plus défavorisés n'ont pas eu accès aux services de base tels que préconisé dans les OMD. Il est donc important de :

- mettre sur pied des cibles et des indicateurs simples et mesurables que les décideurs politiques peuvent utiliser et suivre.
- inclure les groupes marginalisés, les femmes, les personnes handicapées et les personnes âgées dans les cibles.
- assurer l'accès aux services de base aux zones rurales, péri urbaines et urbaines.

Avant fin 2015, année butoir des OMD, de nouveaux objectifs pour l'assainissement et l'hygiène sont en train d'être énoncés grâce à un processus de consultation coordonné par le Programme commun de suivi de l'eau et de l'assainissement (JMP).

Pour l'assainissement, les nouveaux objectifs proposés se concentrent sur l'élimination de la défécation à l'air libre et la réalisation de l'accès universel à domicile, à l'école et dans les centres de santé. Quant à l'hygiène, les objectifs mettent l'accent sur l'accès pour tous aux installations de lavage des mains et aux installations de gestion d'hygiène menstruelle (GHM) à domicile, dans les écoles ou les centres de santé.

La vision globale pour l'après 2015 repose sur l'utilisation de l'assainissement et l'hygiène sûre et durable par tous. Cette vision comprend un ensemble d'objectifs ambitieux (objectifs de synthèse) et des objectifs détaillés assortis de délais et d'indicateurs.

Résumé des objectifs:

1. Assainissement et hygiène pour tous à domicile ;
2. Assainissement et hygiène dans toutes les écoles et les centres de santé l'hygiène
3. Services d'assainissement et d'hygiène équitables et durables.

Tableau: **Détails des cibles et des indicateurs**

Cible	Indicateurs
D'ici 2025, personne ne pratique la défécation à l'air libre et les inégalités dans la pratique de la défécation à l'air libre sont progressivement éliminées.	<p>Pourcentage de la population pratiquant la défécation à l'air libre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des ménages qui utilisent aucune installation d'assainissement. • Pourcentage des ménages dans lesquels la défécation à l'air libre est pratiquée par n'importe quel membre du ménage. • Pourcentage des ménages ayant des enfants de moins de 5 ans qui ont indiqués une évacuation hygiénique des selles des enfants de moins de 5 ans.
D'ici 2030, toutes les écoles et les centres de santé offriront à tous les utilisateurs des installations d'assainissement adéquats et les inégalités dans l'accès sera progressivement éliminés.	<p>Pourcentage d'élèves inscrits dans les écoles primaires et secondaires offrant des services d'assainissement adéquats</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'écoles primaires et secondaires ayant des installations sanitaires séparées pour les deux sexes ou à proximité des locaux , avec au moins une toilette pour 25 filles , au moins une toilette pour le personnel scolaire féminin, au moins une toilette et un urinoir pour 50 garçons et au moins une toilette pour le personnel scolaire masculin . <p>Pourcentage de bénéficiaires utilisant les hôpitaux, les centres de santé et les cliniques offrant des services d'assainissement adéquats</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'hôpitaux, de centres de santé et de cliniques

<p>D'ici 2030, tout le monde utilise une installation de lavage des mains à domicile et toutes les écoles et les centres de santé offrent aux utilisateurs des installations de lavage des mains et des installations adéquates de GHM.</p>	<p>ayant des installations sanitaires améliorées séparées pour les deux sexes dans ou près des locaux (au moins une toilette pour 20 utilisateurs dans des centres hospitaliers, au moins quatre toilettes - une pour le personnel, les malades de sexe féminin, masculin et les enfants dans les centres ambulatoires.</p>
<p>D'ici 2040 chaque personne utilisera un assainissement adéquat à domicile, les excréments d'au moins 50% des écoles, des centres de santé et des ménages ayant un assainissement adéquat seront gérés en toute sécurité, et les inégalités dans l'accès à tous ces services auront été progressivement réduites.</p>	<p>Pourcentage de la population utilisant des installations sanitaires adéquates</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des ménages utilisant des installations sanitaires adéquates. • Pourcentage des ménages dans lesquels l'installation sanitaire est utilisée par tous les membres du ménage (y compris hommes et femmes, garçons et filles, personnes âgées, personnes handicapées) en cas de besoin <p>Pourcentage de la population vivant dans des ménages dont les excréments sont gérés en toute sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage de ménages disposant d'un assainissement adéquat où les excréments sont gérés en toute sécurité. • Part des excréments humains qui atteignent les sites d'élimination désignés.
<p>Tous les services d'assainissement et d'hygiène sont prestés d'une manière progressive abordable, responsable, financièrement et écologiquement durable.</p>	<p>Pourcentage de la population utilisant des fournisseurs de services d'assainissement inscrits auprès d'un organe de réglementation (ventilés par zones rurales et urbaines).</p> <p>Pourcentage de la population dans le quintile le plus pauvre dont les dépenses financières en eau, assainissement et hygiène (totales) sont en dessous de 3% du seuil de pauvreté national (données ventilées par zones rurales et urbaines).</p> <p>Ratio du chiffre d'affaires annuel par rapport aux dépenses annuelles d'entretien (y compris les dépenses de fonctionnement, l'entretien des immobilisations, le service de la dette) ET</p> <p>Ratio des dépenses annuelles d'entretien (y compris les dépenses de fonctionnement, l'entretien des immobilisations, le service de la dette) par rapport à la valeur annualisée des immobilisations.</p> <p>Pourcentage de tests de qualité de l'eau brute dans les normes nationales sur la contamination fécale</p>

Pour les commentaires des pays sur les objectifs d'après 2015, voir annexe 5.

7. QUE FAUT-IL FAIRE POUR RÉPONDRE AUX ENGAGEMENTS D'ETHEKWINI?

Dans le cadre du programme Perspective de l'AfricaSan 4 et Au-delà de 2015, quatre séances de dialogue ont eu lieu en mettant l'accent sur les faibles niveaux des scores sur les engagements d'eThekwini:

- Mettre sur pied un organe de coordination chargé de l'assainissement et de l'hygiène.
- Mettre en place et renforcer les capacités de mise en œuvre de l'hygiène et de l'assainissement.

- Établir un budget sectoriel et une affectation d'au moins 0,5% du PIB.
- Élaborer et mettre en œuvre des systèmes et des outils de suivi des informations sur les progrès réalisés aux niveaux local et national.

Chaque séance de dialogue a commencé par une brève présentation faite par le pays qui avait, au cours de la réunion de préparation de pays, identifié l'engagement en question comme une lacune dans le secteur de l'assainissement. Une fois les problèmes de ce pays exposés, les participants ont discuté et partagé leurs expériences, les défis et les réussites dans les groupes mixtes de pays. À la fin des séances, les participants se sont regroupés pour mettre en commun leurs connaissances et identifier les stratégies possibles pour répondre à leurs besoins respectifs.

En conclusion, les pays ont échangé des commentaires, à partir des discussions faites au cours de la réunion et ont proposé une action à court terme (1- 3 mois) et une à plus long terme (avant septembre 2014). Le tableau ci-dessous présente quelques-unes de ces actions tout en présentant l'ampleur des discussions qui ont eu lieu au cours des deux jours.

Pays	Court-terme	Long-terme
Bénin	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser un plaidoyer auprès des décideurs (min des finances, min de la santé, min du développement) pour la mise en œuvre des engagements d'eThekwini et des RHN en collaboration avec la société civile. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un système efficace de suivi-évaluation dans le secteur de l'hygiène et de l'assainissement
Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités en ressources humains du niveau central (direction d'assainissement) • Mise en place d'un comité de suivi et de coordination des engagements (eThekwini et SWA) 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer une stratégie post 2015 de l'assainissement qui inclut le financement de l'ingénierie sociale
Côte d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de la rencontre de coordination des acteurs du WASH. • Mise en œuvre de l'ATPC avec passage à l'échelle. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formalisation par décret de la coordination. • Renforcement des capacités des structures décentralisées pour assurer le suivi des engagements.
Gambie	<ul style="list-style-type: none"> • Examiner la cible de la politique et de la stratégie de l'assainissement afin de s'aligner sur l'agenda post 2015 et le plan national de développement 	<ul style="list-style-type: none"> • Établir un mécanisme de coordination interne robuste en matière d'assainissement au niveau national <ul style="list-style-type: none"> ○ Organiser des réunions d'évaluation ○ Définir les termes de référence ○ Convenir d'un mécanisme de partage des coûts

Ghana	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation de la feuille de route sur les principaux points d'action de cette réunion pour l'approbation et la mise en œuvre par le WSSWG. 	<ul style="list-style-type: none"> • Démarrer les processus SWA/eThekwini à travers les engagements des OSC et réviser la politique nationale de l'eau pour tenir compte de l'agenda post OMD.
Guinée, Rép	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour la stratégie nationale de mise en œuvre de l'ATPC en intégrant les aspects liés à l'équité et à l'inclusion. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un mécanisme de collecte des données à base communautaire.
Libéria	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter l'outil d'analyse des goulots d'étranglement dans le Programme WASH 	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion de la politique et formulation de plan au niveau du district
Mali	<ul style="list-style-type: none"> • Intensification de la campagne de plaidoyer et d'information 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration du plan d'action • Définition des indicateurs • Définition outils de suivi-évaluation
Mauritanie	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des acteurs • Préparation de la revue sectorielle d'assainissement • Mise sur pied d'un groupe d'AfricaSan et RHN. 	<ul style="list-style-type: none"> • Revue sectorielle • Plan d'action détaillé sur l'assainissement • Constitution d'un groupe d'appui par commentaire
Niger	<ul style="list-style-type: none"> • Amendement et adoption de la stratégie opérationnelle pour la promotion de l'hygiène et de l'assainissement 	<ul style="list-style-type: none"> • Finalisation de la politique nationale de l'assainissement
Nigeria	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation du processus de documentation efficace et du mécanisme de de présentation de rapports fondés sur les données factuelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des stratégies en vue d'une coordination efficace du secteur.
Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> • Planification du passage à l'échelle de l'ATPC adapté et de la vulgarisation de la nouvelle stratégie opérationnelle de l'assainissement rurale. 	<ul style="list-style-type: none"> • Passage à l'échelle de l'ATPC adapté.
Sierra Leone*	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les processus d'éclairer le plaidoyer national sur le financement. • Assurer le suivi du budget du secteur WASH et effectuer une analyse des tendances • Engagement parlementaire • Poursuivre le processus de suivi budgétaire pour éclairer le plaidoyer national sur le financement. • Suivre les budgets du secteur WASH et effectuer une analyse 	<ul style="list-style-type: none"> • A confirmer avec les partenaires gouvernementaux dans le pays

	des tendances <ul style="list-style-type: none"> • Participation parlementaire 	
Togo*	<ul style="list-style-type: none"> • Restitution de la réunion de Dakar à la plateforme nationale de l'eau et de l'assainissement 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre de concertation multi-acteur pour communiquer et harmoniser les interventions dans le secteur de l'assainissement.

* Les délégués de la Sierra Leone et du Togo ont indiqué qu'ils ont parlé au nom de la société civile plutôt qu'au nom de leurs gouvernements respectifs qui n'étaient pas présents à la réunion.

Annexe 1

Listedes participants

Nom	Prénom	Fonction	Organisation	Courriel
Bénin				
YOROU CHABI	Orou Bagou	Directeur / Direction Nationale de la Santé Publique	Ministère de la Santé	yoroucob@yahoo.fr
TOBADA	G. Gabriel	Planificateur	Direction Nationale de la Santé Publique (DNPS)	amourtob@yahoo.fr
OUSSOU	Richard Dedenou	Coordonnateur de Programme	Direction Nationale de la Santé Publique (DNPS)	richardoussou@gmail.com
KODJO	David G.	Chef Service Etude et Suivi des Projets Assainissement Eaux Usées	Société Nationale des Eaux du Benin (SONEB)	dkodjo2001@yahoo.fr
ADEGNIKA	Félix	Partenariat pour le Développement Municipal (PDM)	Partenariat pour le Développement Municipal (PDM)	adegnikaf@yahoo.fr
Burkina Faso				
TRAORE	Mariam	Responsable WASH	UNICEF	mtraore@unicef.org
OUEDRAOGO	Joséphine Amédée	Directrice de l'Assainissement des Eaux Usées et Excrétas	DGAEUE	barojoeam@yahoo.fr or dgaaeue.degaaeue@yahoo.fr
OUEDRAOGO	Roukiattou	Burkina NGO forum	SPONG	roukiattou@gmail.com OR spong.ouaga@yahoo.fr
Côte d'Ivoire				
KOUAKOU	Marcel	Chef de Service Chargé de l'Hygiène Individuelle et de la Lutte contre le Péris Fécal	Direction de l'Hygiène Publique, Ministère de la Sante	marcel_k02@yahoo.fr OR marcelk3009@gmail.com
SPALTHOFF	Daniel	Responsable WASH	UNICEF	dspalthoff@unicef.org
DJIGBENOU	Metongnon- Firmin	Directeur général de la construction et de l'assainissement	Ministère de la construction, du logement, de l'assainissement et de l'urbanisme	d.firmin07@yahoo.fr
Gambie				
DRAMMEH	Musa	Responsable WASH	UNICEF	mdrammeh@unicef.org
GOMEZ	Alfred	Coordinateur	Ministère de la santé	gomezalfred20@yahoo.com

		WASH-	et des affaires sociales	o.com
Ghana				
QUANSAH	Kweku	Responsable, Direction, santé environnement et assainissement	Ministère de l'administration locale et du développement rural	kwekuquansah@gmail.com
ARTHUR	Benjamin	Secrétaire exécutif	Coalition des ONG Eau et Assainissement (CONIWAS)	benjamin_arthur@hotmail.com
ZAKIYA	Afia S.	Représentant pays	WaterAid Ghana	afiazakiya@wateraid.org
TETTEH CLOTTEY	Harold	AMCOW TAC	Ministère des ressources en eau, des travaux publics et de l'habitat	hotclot15@hotmail.com
Guinée, Républiqueof				
BAH	Madina	Responsable WASH	UNICEF	mbah@unicef.org
BARRY	Elhadj Mamadou	Directeur National Adjoint de l'assainissement et du cadre de vie DNACV	Ministère de l'environnement des eaux et forêts	elha477@yahoo.fr
Liberia				
YARNGO	George W. K.	Ministre assistant	Ministère des travaux publics (MPW)	georgewkyarngo@gmail.com
YEABAH	Dehwehn Omarley	Directeur	Département Santé professionnelle et de l'environnement, Ministère de la santé et des affaires sociales (MOHSW)	doyeabah@yahoo.com
MOMOH	Clarence	Responsable, projets spéciaux	Liberia Water and Sewer Corporation (LWSC)	cmurraymomoh@yahoo.com
MOORE	Julia	Responsable WASH	UNICEF	jmoore@unicef.org
KREPLAH	Prince D.	Président	Groupe de travail WASH de la société civile	cuppadlinc@yahoo.com
ROSE	Robertetta	Coordinatrice, communication et plaidoyer	Consortium WASH, Liberia	rrose@oxfam.org.uk
Mali				
DIALLO	Modibo	Directeur National Assainissement	Direction national de l'assainissement, Contrôle Pollution et Nuisances (DNACPN)	bmodibo@yahoo.fr modibodiallo250@yahoo.fr

ASCOFARE	Niafatouma	Point focal WSSCC	DNACPN	niafatoumata@yahoo.fr
OUEDRAOGO	ALINE	CR assistant, Plaidoyer et campagnes	WaterAid Mali	alineouedraogo@wateraid.org
TABALABA	Boureima	Coordinateur	CN-CIEPA WASH	cnciepoumali@yahoo.fr Outabalabab@yahoo.fr
GANABA	Hamidou A	Responsable des politiques et plaidoyer	WaterAid Mali	hanebery@yahoo.fr OR hamidouamadougana@wateraid.org
OUSMANE	Toure	Président du groupe	Groupe Pivot Eau-Hygiène et Assainissement	addamali1@yahoo.fr or oussou_toure@hotmail.com
Niger				
CHAIBOU	Tankari	Directeur General de l'Hydraulique	Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	chaiboutan@yahoo.fr
AMADOUISSA	Ali	Ingénieur sanitaire	Ministère de l'hydraulique et de l'Assainissement	badara_issa@yahoo.fr
PALOMINO	Pilar	Responsable WASH	UNICEF	ppalomino@unicef.org
HAMANI	Oumarou	Directeur Pays	Wateraid	hamanioumarou@wateraid.org
JOSEPH	Omar Farouk		Coalition Eau	ojoseph@snvworld.org
Nigeria				
ACHAPKA	Priscilla	Programme, Femme et environnement	WSSCC/ANEW	pmachakpa@gmail.com Priscilla.achakpa@wepnigeria.net
ATAKPU	Leo	ANEW	NEWSAN (Society for water & sanitation)	ohiroatakpu@yahoo.co.uk
OME	Samuel	Directeur (Contrôle de la qualité de l'eau et assainissement)	Chef d'équipe, Ministère fédéral des ressources en eau	samuelome@ymail.com
EZE	Ing. Emmanuel Chukwudi	Directeur adjoint (WST)	Ministère fédéral des ressources en eau FMWR	emmeze@yahoo.co.uk kountgsnigeria@ymail.com
WAKASO	Mme Jummai Umar	Responsable scientifique adjoint	FWMR	jummaiwakaso@yahoo.com
DADA	Jide Joseph	Directeur Adjoint	Ministère fédéral de l'éducation	olajidedada@yahoo.com
OJOGWU	Mrs Adeline	Directeur adjoint	Ministère fédéral de l'information	addyojogwu@gmail.com
AKUTA	David	Responsable de programme	NEWSAN	David.akuta@gmail.com omounewsansecretariat@yahoo.com

ABIA	Mme Udeme Nsikak	Responsable, Questions Genre	Ministère fédéral des questions genre et développement social	udemeabia@yahoo.com
Sénégal				
Mbaye	Adama	Directeur National	Direction de l'Assainissement, Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat de l'Hydraulique et de l'Assainissement	adacheikh912@gmail.com
Dia	Amadou Seydou	Directeur de la Gestion et Planification des Ressources en Eau	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat de l'Hydraulique et de l'Assainissement	thiapatodia@yahoo.fr
Mbaye	Ababakar	Chargé de programme	Direction de l'Assainissement du MHA	Mbaye_ababacar@yahoo.fr
Diouf	Amacodou	Président	CONGAD/AHDIS	Ahdis2@orange.sn ou amacodou1@orange.sn
Kane	Racine	Journaliste	WASH – Journalist Network	Roots_kane@yahoo.fr
Diallo	Oumar	Coordinateur	WSP/ Banque Mondiale	odiallo@worldbank.org
Koita	Seydou Xlourou	Coordonnateur de projet	WSP/ Banque Mondiale	skoita@worldbank.org
Wapoenje	Dacruz Evora	Assistant programme	WSP/ Banque Mondiale	wevora@worldbank.org
Gaye	Malick	Directeur exécutif	ENDA-RUP	assmalickgaye@yahoo.fr
Badiane	Nfally	Responsable politique nationale	EAA/WSA	nfallybadiane@wsafri.ca.org
Sy	Fatimata	Juriste/ Membre CA	RADDHO	raddho@orange.sn
Dabo	Aminata Tandiau	Coordinatrice projet assainissement rural	AGETIP	adabo@agetip.sn
Sierra Leone				
SOKO	Musa Ansumana	Président	WASH Network	musa@wash-net.org or info@wash-net.org
Togo				
APPOM	Kodjo Mawuena Léandre	Directeur de Humanitaire Plus	Plateforme Nationale de l'Eau	ledisappom@yahoo.fr OR hp-togo@cooperation.net

Mauritanie				
Mai Maigana	Ousseni	Responsable WASH	UNICEF	omaigana@unicef.org
Weddady	Ahmed	Directeur National de l'Assainissement	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	ahmedwd62@gmail.com
Régional ou Mondial				
AIDARA	Rokaya	Expert gestion des connaissances	WSSCC	rockaya.aidara@wssc.c.org
BAWA	Kitchinme	Assainissement	AMCOW	kbawa@amcow-online.org
BEVAN	Jane	Expert WASH	UNICEF WCARO	jbevan@unicef.org
BREWER	Tim	WASH Watch	WaterAid	timbrewer@wateraid.org
DELIENNE	David	Conseiller régional WASH	UNICEF WCARO	ddelienne@unicef.org
DEM	Mariame	Directrice régionale	WaterAid	MariameDem@wateraid.org
DESCHAIINE	Emily	Responsable, Réseaux et gestion des connaissances	WSSCC	emily.deschaine@wssc.c.org
DJIRIBAYE	Nadjiam	Point Focal SWA Sociétécivile	ADC/REAT, Tchad	djibsna@yahoo.fr
GOMONDA	Nelson	Pan Africa Responsable de programme	WaterAid	NelsonGomonda@wateraid.com
HICKLING	Sophie	Consultant	WSP-Africa	sophie.hickling@gmail.com
PATKAR	Archana	Responsable programme	WSSCC	archana.patkar@wssc.c.org
POLO	Fiorella	Expert suivi et vulgarisation	SWA-Secrétariat	fpolo@unicef.org
Sane	Idrissa	Journaliste écologique	Le Soleil/ West African Journalists Network	didisane@yahoo.fr
Sara	Lewnida	Expert WASH	WSP-Africa	lsara@worldbank.org
Tall	Bai Mass	Secrétaire exécutif	AMCOW	baimass1@yahoo.com
Tall	Maimouna	Responsable, appui régional	WaterAid	MaimounaTall@wateraid.org
Toussounon	Alain	Journaliste WASH	West African Journalists Network	toussounon@gmail.com
SIDDO	Balkissa Ide	Responsable, Communications & Information	ANEW	balkissaide@anewafri.ca.org
YIGA	Baker	Secrétaire exécutif	ANEW	bakeryiga@anewafri.a.org
ZIKORA	Oseloka	Communications	AMCOW	ozikora@amcow-online.org

Annexe 2

Préparation et participation des pays

Pays	Réunion de préparation de pays	Participation à la réunion sous régionale d’AfricaSan
Bénin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Burkina Faso	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cap Vert		
Côte d’Ivoire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gambie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ghana	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Guinée Bissau		
République de Guinée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Libéria	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mali	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mauritanie		<input type="checkbox"/>
Niger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nigeria	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sénégal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sierra Leone		<input type="checkbox"/> *
Togo		<input type="checkbox"/> *

*La Sierra Leone et le Togo étaient représentés uniquement par les participants des OSC. Les gouvernements respectifs n’étaient pas représentés.

Annexe3

Principaux domaines de progrès par rapport aux priorités

Pays	Priorités	Principaux domaines de progrès
Bénin	Renforcer les capacités de la DHAB en matière de coordination des interventions du secteur à tous les niveaux et en matière d'appui aux communes	<ul style="list-style-type: none"> • Réorganisation de l'HAB au sein de la DNSP et renforcement des capacités des ressources. • Renforcement de la capacité d'intervention du Laboratoire de contrôle de la qualité de l'eau et des aliments (niveau central et départemental) • Existence d'une ligne budgétaire HAB au niveau de chaque zone sanitaire. • Appui conseil et transfert de ressources financières aux communes.
	Assurer la mise en œuvre effective de la stratégie de promotion de l'hygiène et de l'assainissement (en milieu rural et urbain) à l'échelle nationale sous la maîtrise d'ouvrage des communes décentralisées.	<ul style="list-style-type: none"> • La nouvelle stratégie nationale de promotion de l'hygiène et de l'assainissement de base incluant l'ATPC est élaborée et validée (Adoption par le Gouvernement attendue) • Nouveau projet de Loi sur l'hygiène publique élaboré et transmis à la Cour Suprême pour avis. • La stratégie nationale de surveillance de l'eau potable est élaborée et adoptée par le Gouvernement.
	Élaborer un programme national de promotion de l'hygiène et de l'assainissement intégrant le financement des programmes communaux et la réglementation du secteur.	<ul style="list-style-type: none"> • Opérationnalisation d'une approche programmatique et de coordination du sous-secteur se traduisant par la consolidation aux niveaux départemental et central du Budgets Programmes par objectif communaux (BPO).
Burkina Faso	Mobiliser les ressources financières pour l'ingénierie sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une structure efficace de suivi (urbaine, rurale, pauvres, etc.) • Plaidoyer / mobilisation des ressources internes • Plaidoyer / mobilisation des ressources externes
	Renforcer les capacités des acteurs locaux pour la mise en	<ul style="list-style-type: none"> • Etat des lieux des besoins au niveau communal et du secteur privé • -Mettre à jour le Plan de Développement des Ressources Humaines (PDRH)

	œuvre et le suivi des plans communaux du secteur de l'eau et de l'assainissement. Il s'agit notamment les communes pour la maîtrise d'ouvrage, les petits opérateurs privés et les ONG et les associations locales pour la maîtrise d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> -Finaliser les guides des maires et Formation des maires des communes
	Responsabiliser les acteurs: transfert effectif de ressources (humaines et financières) aux communes	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des maçons, des hygiénistes dans plusieurs communes • Octroi des agréments techniques aux entreprises • Réalisation des activités de la « Campagne de plaidoyer pour l'accès à un assainissement adéquat » en faveur des leaders d'opinion au niveau local
Côte d'Ivoire	Élargir le processus d'élaboration d'une politique d'assainissement en accordant une importance particulière à l'assainissement et à l'hygiène en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> • La volonté politique exprimée par le gouvernement de Côte d'Ivoire a inspiré l'élaboration de l'étude institutionnelle et la lettre de politique d'assainissement et la création de l'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD). • La Charte de l'Assainissement a été élaborée.
	Mobiliser les financements internes et externes requis pour atteindre les objectifs de 2015 (133m USD).	<ul style="list-style-type: none"> • une partie de l'impôt foncier est allouée à l'assainissement, • des lignes de financement sont prévues dans le PIP (Programme d'Investissement public) pour soutenir l'assainissement, • la SODECI verse des fonds prélevés auprès des usagers sur FNA (Fonds National de l'Assainissement) pour soutenir les travaux d'assainissement.
	Mettre en œuvre des programmes de grande échelle dans les zones défavorisées, notamment en milieu rural, en suscitant la demande en assainissement et en hygiène (p.ex. ATPC).	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre progressive de l'approche ATPC: 133,584 personnes bénéficiaires de l'approche ATPC (Juin 2013); • En 2013, préparation du passage à échelle a eu lieu (Financement obtenu; Formation Kamal Kar; Signature avec ONG) • Prévu d'ici fin 2013: Formation des facilitateurs et animateurs; Déclenchement d'une première vague de villages sur 4.000 prévus sur 4 ans.
Gambie	Adoption et approbation par le Conseil des ministres de la	<ul style="list-style-type: none"> • La Politique nationale de l'assainissement a été élaborée et validée par les parties prenantes.

	politique nationale d'assainissement et la stratégie de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • L'Unité de coordination WASH a été établie sous la supervision de la Direction de la promotion de la santé et de l'éducation pour stimuler l'assainissement • Les membres de l'Assemblée nationale et les responsables des ministères de la santé, des Finances • Un document du Conseil des ministres a été élaboré sur la politique de l'assainissement pour approbation • L'assainissement a été intégré dans le Programme pour la croissance accélérée et l'emploi (PAGE) dans le cadre du Plan national de développement • Un projet de loi sur la réforme du secteur de l'eau et de l'assainissement a été soumis au Conseil des ministres pour approbation.
	Accroître la participation locale dans la planification des investissements et élaborer un plan d'investissement sectoriel	<ul style="list-style-type: none"> • L'ATPC a été mis à l'échelle ciblant les communautés de DO dans les régions afin d'assurer la participation locale à l'assainissement • Un plan stratégique d'assainissement chiffré a été élaboré et validé • L'analyse des goulots d'étranglement sur les obstacles à l'élimination de la défécation à l'air libre a été effectuée et un plan pour la fin de la défécation à l'air libre a été mis sur pied
	Augmenter le financement grâce à une mobilisation des ressources rigoureuse et une meilleure utilisation du budget	<ul style="list-style-type: none"> • Un financement pluriannuel pour WASH a été obtenu auprès de la BAD pour soutenir l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural
Ghana	Financement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Compact révisé du Ghana soumis à la réunion de haut niveau de 2012 avec une promesse de 400 millions de \$EU par an • Les critères d'évaluation de financement FOAT au niveau local incluent désormais l'assainissement • les décharges sont limitées à Tema et Sekondi-Takoradi , le recyclage et le compostage des végétaux à Accra
	Information, éducation et communication	<ul style="list-style-type: none"> • matériels IEC produits et diffusion en cours à l'échelle nationale • Déploiement des étudiants ghanéens dans le programme de stage industriel sur l'assainissement et l'hygiène • campagne médiatique sur l'assainissement par le Gouvernement, le secteur privé et les OSC • Stratégie CCC élaborée et diffusée
	Suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • « BASIS », MINTESAA et d'autres cadres et systèmes de gestion de l'information sont en cours de déploiement dans les zones rurales et urbaines • Les directions PPME et recherche et systèmes de gestion de l'information sont

		<p>opérationnelles et coordonnent bien leurs activités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les ministres signent désormais un contrat de performance avec la Présidence
Guinée, Rép.	Elaboration et mise en œuvre d'une feuille de route nationale pour l'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • L'assainissement est inscrit comme priorité dans le DSRP3 • Le PNAEPA est en cours d'exécution
	Mise à l'échelle de l'Assainissement Total Pilote par la Communauté	<ul style="list-style-type: none"> • L'ATPC est mise en œuvre dans les huit régions administratives du pays (1024 villages déclenchés, 258 vérifiés, 75 célèbres). • Adoption de l'ATPC par d'autres acteurs du secteur conformément au document de Politique Nationale de l'Assainissement. • Prise en compte de l'ATPC dans la mise en œuvre des projets d'AEP • Mise en place de groupes de travail régionaux sur l'ATPC
	Mise en place d'un système d'information à base communautaire	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'indicateurs de suivi consensuels pour l'ATPC • Outils de suivi et d'évaluation normalisés pour la mise en œuvre de l'ATPC • Existence d'une base de données pour l'eau et l'assainissement (PROGRES)
Liberia	Finaliser le projet de plan stratégique du secteur afin de l'aligner avec le DRSP2	<ul style="list-style-type: none"> • Le SSP a été finalisé, approuvé par le Conseil des ministres et aligné au DRSP2 ou AFT ; premier suivi conjoint mené en février 2013 avec toutes les parties prenantes ; plans d'investissement et de développement de la capacité du secteur approuvés, la diffusion et la mise en œuvre sont en cours
	Rendre opérationnel le Comité national WASH pour une meilleure coordination	<ul style="list-style-type: none"> • Comité national de promotion Eau, assainissement et hygiène (NWSHPC) opérationnel avec la participation des parties prenantes
	Mettre à l'échelle l'ATPC au Liberia	<ul style="list-style-type: none"> • 120 communautés FDAL existantes, pour environ 30.000 personnes dans 6 des 15 districts du Libéria ; des lignes directrices ATPC approuvées et mises en œuvre ; animateurs ATPC et leaders naturels formés
Mali	Promouvoir l'hygiène et l'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'un plan de communication et élaboration des outils de communication - Engagement d'un PTF pour le financement du plan et des outils de communication, donc en cours de réalisation • Actualisation du plan de renforcement des capacités - Rupture de financement de programme d'appui Dano –Suédois

		<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la mise à l'échelle de l'approche ATPC - Progrès significatifs avec plusieurs villages certifiés FEDAL grâce à l'intervention de partenaires
	Mettre en place un système de suivi –évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Définition des indicateurs pour chaque stratégie sous –sectorielle - Les indicateurs sont définis et validés pour la SGDL, pour les autres stratégies, ils sont définis mais en attente de validation. • Actualisation du cadre logique du BPO/CDMT et Conception du guide méthodologique pour l'actualisation du BPO/CDMT - Le cadre logique BPO/CDMT est actualisé et mis en application • Conception des outils du SSE - Les outils du SSE ont été conçus; • Formation à l'intention des services techniques et des collectivités locales - les formations ont démarré avec les services techniques
	Transférer les compétences aux communes	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration du guide du maire, Elaboration de la méthodologie pour la conception d'un plan stratégique d'assainissement simplifié, Elaboration du guide d'appui conseil aux collectivités territoriales destinées aux services techniques – le draft des différents documents existent, mais nécessitent une validation et leur diffusion • Formation des services technique et collectivités territoriales - Les formations ont démarré au niveau des services techniques
Niger	Mobiliser des financements internes et externes pour l'hygiène et l'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • PN-AEPA a prévu 48 milliards entre 2011 et 2015 pour l'assainissement de base • Engagement politique d'inscrire 1 milliard de franc CFA sur fonds propres de l'Etat en 2014 pour l'assainissement • Processus de mise en place d'un système de suivi-évaluation moderne du secteur (TdR élaborés) • Constat de mobilisation des ressources des ménages pour l'assainissement (ATPC).
	Renforcer les capacités des services techniques et des élus locaux en matière de maîtrise d'ouvrage et de plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement en cours de (4) ingénieurs sanitaires • Augmentation du budget de fonctionnement des services déconcentrés, • Processus de formation de jeunes femmes dans le domaine de l'assainissement en cours • Renforcement des capacités de planification eau – assainissement de 34 communes
	Vulgariser et mettre en œuvre une la stratégie opérationnelle en vue de la promotion de l'hygiène et de l'assainissement de base (SOPHAB)	<ul style="list-style-type: none"> • La révision de la SOPHAB est finalisée de manière consensuelle au niveau de tous les acteurs

Nigeria	Harmonisation des politiques	<ul style="list-style-type: none"> • Politique sur l'eau et l'assainissement en place (2000). • Accord sur l'harmonisation des normes d'hygiène dans les politiques existantes
	Identification d'une agence chef de file pour l'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Consultation conclue sur l'identification de l'agence chef de file
	Mise à l'échelle de l'ATPC	<ul style="list-style-type: none"> • Groupe de personnes-ressources sur l'approche de l'ATPC établi. • Formation des facilitateurs d'ATPC au niveau étatique et local en cours • Adoption de l'ATPC comme une approche nationale dans la mise à échelle de l'assainissement • vérification par une tierce partie intégrée dans le cadre du mécanisme de suivi et d'évaluation
Sénégal	Mobiliser le financement	<ul style="list-style-type: none"> • La mobilisation des financements sur la période 2005-2012 se situe à 233 milliards de F CFA, soit 74,5% des besoins de financement du volet assainissement du PEPAM
	Favoriser le changement de comportement	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis 2005, l'IEC est de plus en plus intégré dans les projets et programmes d'assainissement. Elle a permis de faciliter l'acceptabilité sociale de plusieurs projets, d'accélérer la collecte de la demande et d'informer sur la bonne utilisation des ouvrages.
	Renforcer le système d'information sur l'assainissement dans le cadre du suivi - évaluation dans une dynamique d'une meilleure implication des agences d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place depuis 2005, avec le PEPAM, d'un dispositif de suivi-évaluation ; • Organisation régulière de la revue conjointe annuelle du secteur ; • Décentralisation du SSE avec la mise en place des plateformes de suivi-évaluation ; • Articulation du SSE du secteur avec les cadres nationaux, régionaux et internationaux de suivi-évaluation.
Mauritanie	Mises en œuvre d'une politique, d'une stratégie nationale et d'un plan d'action d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Politique assainissement adopté • Stratégie eau et assainissement approuvée • Ligne budgétaire assainissement
	Mobilisation des fonds nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer continue dans le cadre de l'arbitrage budgétaire • Projet acquis
	Réalisation du réseau d'assainissement de la ville de	<ul style="list-style-type: none"> • Catalogue assainissement autonome en milieu urbain développé • Négociation en cours pour le financement de l'assainissement des villes de Nouakchott et

	Nouakchott et des villes secondaires Réalisation de systèmes d'assainissement individuels dans les zones rurales basés sur le principe de changement de comportement	Rosso.
--	---	--------

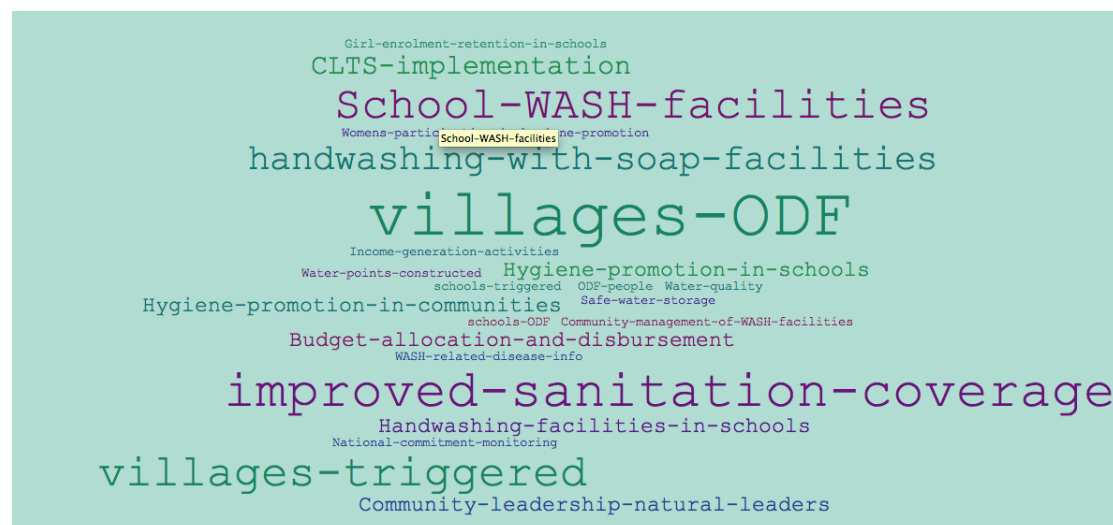
Annexe4

Session de travail en groupe sur le suivi eThekwini

Evaluation de l'engagement 7a

Q. Qu'est-ce que vous vérifiez qui peut être utilisé pour mesurer l'engagement à « utiliser des approches efficaces et durables, tels que les initiatives dirigées par les ménages et les communautés, le marketing pour le changement de comportement, axé sur les pauvres, visant les femmes, les enfants, les jeunes et les populations non desservies »?

Note: Ce point a été inclus, du fait qu'il y a peu d'informations comparables contenues dans l'évaluation GLAAS pour mesurer cet engagement. Les mêmes informations seront recueillies à partir de chaque sous- région et seront utilisées pour définir l'indicateur du prochain suivi eThekwini. Dans le nuage de mots – ci-dessous, les indicateurs les plus fréquemment cités apparaissent dans le plus grand texte.



Améliorer la cohérence de l'information des processus

Q. En général, comment pouvons-nous combiner les processus mondiaux et nationaux pour améliorer la cohérence de l'information?

- Harmonisation des indicateurs au niveau mondial, par exemple eThekwini/SWA/JMP/OSC
- Harmonisation de la collecte des données (outils, calendrier formats de rapports, définitions)
- Harmonisation des indicateurs au niveau national (études nationales existantes enquêtes nationales, etc.)
- Avoir un seul point focal au niveau national impliqué dans tous les processus
- Systèmes de validation interne
- Utiliser les plates-formes nationales existantes / mécanismes de coordination sectoriel efficace
- Partager les connaissances et l'expérience

- Élaborer des directives
- Réduire le nombre de pièces justificatives jointes
- Consolidation de l'AMCOW

Utiliser la procédure de suivi établie d'AfricaSan/eThekwini :

Q. Quelle autre utilisation feriez-vous du processus de suivi eThekwini dans votre pays?

- Comme un outil de plaidoyer
- Solliciter un financement
- Eclairer le processus d'évaluation conjointe du secteur
- Eclairer les discussions SWA / RHN
- Pour la prise de décision fondée sur des données factuelles
- Comparer le rendement / progrès régional et national

Annexe 5

Commentaires des pays d'Afrique de l'Ouest sur les cibles l'hygiène et d'assainissement après 2015

1. À votre avis, quelle est l'importance de ces cibles et ces indicateurs ?
2. Les cibles, les délais en matière d'hygiène et d'assainissement d'après 2015 sont-ils en conformité avec votre politique nationale?
3. Sont-ils réalistes et réalisables ?
4. Vos suggestions et recommandations pour le processus de consultation au niveau national

Réponses par pays	
Nigeria	Appel pour une plus grande cohérence entre les politiques et leur application. Les cibles et les indicateurs proposés sont conformes à la politique nationale WASH conçu par le gouvernement du Nigeria
Liberia	Le langage doit être clair. Il manque une ligne sur le contrôle de la qualité de l'eau et une autre sur l'eau potable. Il existe une politique nationale sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement au Nigeria. Les services de santé et les écoles sont intégrés. 2017 est l'année cible
Sénégal	Accorder une plus grande attention à l'intégration du genre. Les indicateurs devraient inclure la dimension genre ainsi que les groupes marginalisés. Education sur les droits de l'homme et l'assainissement. Si la population savait que c'est son droit, elle aurait une attitude différente et se comporterait comme des acteurs et non des bénéficiaires. L'assainissement est un problème auquel, elle doit faire face. Les engagements des gouvernements doivent être constamment suivis et évalués.
Bénin	Assurez-vous que la formulation est la même dans tous les pays, surtout sur les indicateurs Les cibles et les indicateurs proposés sont conformes à la politique nationale WASH conçue par le Gouvernement du Bénin.

Gambie	Les cibles et les indicateurs proposés sont conformes à la politique nationale de WASH. L'extension des services aux hôpitaux et centres de santé est déjà incluse dans les politiques publiques ainsi que l'inclusion des personnes handicapées en tant qu'utilisateurs de services.
Guinée Conakry	Les indicateurs sont pertinents et en conformité avec les politiques nationales. La gestion de l'hygiène menstruelle n'est malheureusement pas incluse. L'objectif de l'élimination de la défécation à l'air libre à l'horizon 2015 est atteignable, mais plus de fonds devraient y être alloués et les partenaires doivent investir davantage dans le secteur.
Niger	En raison du contexte de la pauvreté ainsi que le grand nombre de nomades, il sera difficile d'atteindre l'objectif de 2015 de mettre fin à la défécation à l'air libre au Niger.
Mali	Les cibles et les indicateurs sont pertinents, en particulier parce qu'ils prennent en considération toutes les classes sociales. Lors du suivi, les indicateurs doivent être adaptés aux différents contextes.
Sierra Leone	Il s'agit d'une occasion pour, quand viendra le moment de l'évaluation de ces cadres nationaux que nous incluons cela dans nos processus nationaux. L'échéance de l'ordre du jour de la prospérité (PRS) est pour 2015. Les engagements SWA font partie de l'ordre du jour de la prospérité.
AMCOW	Le processus devrait voir si les cibles sont réalistes. Doit être claires et lucide aller de l'avant.